

## Actualités des membres de GNDR présents au FPHN : Jour 1

Pendant le FPHN 2024, GNDR est à New York pour représenter la société civile et défendre les [messages d'appel à l'action de nos membres](#) et soutenir les parties prenantes de Sendai pour l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans les objectifs de développement durable.

Becky Murphy, responsable des politiques de GNDR, et Marcos Concepcion Raba, directeur exécutif de GNDR, sont à New York et donneront des nouvelles aux membres tout au long de la semaine.

### Lundi 8 juillet 2024

#### Notre programme :

- 8h30 : Séance d'information des grands groupes : (salle de conférence F) ;
- 10h00 : cérémonie d'ouverture et séance de haut niveau 1 : mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes ;
- 13h15 : Événement parallèle du SEM sur les pertes et préjudices : Adessou Kossovi et Sophie Rigg s'expriment au nom de GNDR et du SEM de Sendai ;
- Rencontre et accueil : réunion préparatoire avec un membre de GNDR : José Ramón, Sophie Rigg membre du Conseil ;
- 15 h : Séance de haut niveau de l'après-midi : débloquer les investissements.

#### La réunion d'information Grand group / Grands groupes sociaux et autres parties prenantes (MGoS) s'est concentrée sur les points suivants :

- Logistique ;
- Espace toujours plus réduit réservé à la société civile et aux acteurs des pays tiers ;
- Soutien aux événements parallèles : événement parallèle quotidien des grands groupes à 13h15 dans la salle de conférence F.

#### Réseau Mondial des Organisations de la Société Civile pour la Réduction des Catastrophes (GNDR)

Association à but non lucratif enregistrée sous le numéro 1141471. Société à responsabilité limitée, enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 07374358

Siège social : 8 Waldegrave Rd, Teddington, Londres, TW11 8HT, Royaume-Uni

+44 (0)2089 777726 | [info@gndr.org](mailto:info@gndr.org) | [gndr.org](http://gndr.org)

## Séquence d'ouverture :

Lors de la cérémonie d'ouverture et de la première séance, Becky a représenté GNDR, observant depuis la salle, avec le soutien de Marcos depuis le balcon d'observation.

- [Voir l'enregistrement de la séance d'ouverture](#)
- Accélération et mise en œuvre – coopération et données

## Remarques introduction : par S.E. Paula Narvaez, présidente d'ECOSOC :

- Ce forum marque la fin du cycle annuel et prépare le terrain pour l'année à venir ;
- Notre objectif est d'éradiquer la pauvreté en créant des communautés durables et résilientes ;
- Rapport sur l'état d'avancement des ODD concernant la faim, la paix et le changement climatique (vérifier l'orientation des ODD) fera partie des résultats qui seront diffusés ;
- L'accent sera mis sur les pays confrontés à des conflits, avec un appel à examiner les racines des conflits et l'importance de la consolidation de la paix pour le développement durable, afin que les conflits ne détruisent pas les progrès accomplis en matière de développement ;
- Mise en œuvre au niveau national ;
- Lien vers le Sommet pour l'avenir ;
- Appel spécifique à l'égalité des sexes, qui est essentielle à la croissance économique – ce qui signifie un accès égal à l'éducation et à l'emploi. L'égalité entre les hommes et les femmes est une question transversale essentielle qui doit être incluse dans tous les segments.

## Discours d'ouverture – Amina Mohammed, vice-secrétaire générale des Nations unies, a lancé un appel en faveur de :

- Les droits des femmes et des enfants ;
- Notre devoir de continuer à mettre l'accent sur les droits des femmes ;
- Nécessité de continuer à se pencher sur la répétition des conflits ;
- Le fait inacceptable que moins d'un cinquième des ODD sont sur la bonne voie. Nous devons nous attaquer à ce problème et trouver les solutions et la volonté politique nécessaires pour passer de la parole aux actes.

## Kairat Umarov – Vice-président ECOSOC :

- Coordination d'un développement durable et résilient en période de crises multiples ;
- L'accent est mis sur la collaboration pour le Programme 2030 ;

- Inadéquation des systèmes alimentaires actuels – des millions de personnes n’ont toujours pas accès à des aliments sains et nutritifs ;
- L’approche fondée sur les droits, notamment l’égalité des sexes et les droits de l’enfant, est essentielle pour garantir l’accès à la nourriture ;
- Les solutions basées sur la nature et sur l’inclusion significative sont essentielles ;
- Il est essentiel de mobiliser le financement nécessaire pour les pertes et préjudices ;
- Dans les pays en développement, la prise de décisions reposant sur des données probantes dépend des technologies de pointe. Nous devons donc nous attaquer à la fracture numérique pour nous assurer que personne n’est laissé pour compte. La technologie doit être un pont et non une barrière pour la paix ;
- L’approche fondée sur les droits est essentielle ;
- Une politique fondée sur les données est essentielle avec diverses parties prenantes ;
- Les paroles doivent être suivies d’effets.

**Observation de GNDR** : il existe de nombreuses déclarations de haut niveau sur l’importance de la diversité des parties prenantes, mais il est de plus en plus difficile d’interagir dans cet espace en tant que partie prenante.

## Séquence 1 : Mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes

### **Li Junjua – Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, Département des affaires économiques et sociales (DAES), Nations unies**

- Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté augmente ;
- L’éducation reste très menacée ;
- Un cinquième des jeunes dans le monde n’a pas d’emploi, d’instruction ou de formation ;
- La violence à l’encontre des femmes et des jeunes filles reste élevée ;
- L’APD a atteint un nouveau sommet ;
- L’endettement reste à des niveaux élevés sans précédents ;
- Nous ne parvenons pas à protéger notre planète ;
- Les conflits augmentent et détruisent les progrès des ODD ;
- Lueurs d’espoir : la mortalité infantile est en baisse, les taux de VIH continuent de diminuer et l’accès aux réseaux mobiles augmente ;
- Toutefois, si nous voulons progresser dans la réalisation des ODD, nous devons prendre des mesures en faveur de la paix et réduire les conflits ;

- Nous devons nous attaquer aux problèmes de l'architecture financière, accélérer la mise en œuvre et l'investissement, et supprimer les obstacles liés au genre et renforcer l'autonomie des femmes et des jeunes filles.
- **Il ne nous reste que six ans avant 2030 – nous devons agir maintenant et avec audace.**

### **Sherwin Bryce-Pass – modérateur**

- Il aurait fallu que les choses bougent dans ce domaine. Nous échouons dans la mise en œuvre des ODD ;
- Les effets persistants du COVID-19, des conflits et du changement climatique aggravent les inégalités ;
- Les taux de famine augmentent ;
- Ce sont les éléments constitutifs d'une révolution et d'une multiplication des conflits ;
- Nous avons besoin de paix, de solidarité et de coopération pour mettre en œuvre les ODD ;
- Proposition de valeur – nous devons traduire les mots d'aujourd'hui en solutions réelles ;
- Cette session est consacrée à la mise en œuvre pratique ;
- Améliorer le bien-être par l'investissement.

### **Paulo Rangel – Ministre des affaires étrangères, Portugal :**

- Recommandations pratiques – accélérer le rythme et investir des fonds suffisants ; avoir une approche qui englobe l'ensemble de la société et impliquer les autorités locales; le niveau local est nettement plus efficace ;
- Nous devons nous attaquer aux contraintes politiques liées aux conflits ;
- Il y a cependant des domaines dans lesquels nous devons aller de l'avant : l'instruction, la durabilité ;
- Nous devons réformer le système des Nations Unies pour garantir la paix.

### **Geraldine Fraser-Moleketi – Présidente du Comité d'experts en administration publique (CEPA), ancienne ministre de l'Administration publique d'Afrique du Sud et Rectrice de l'université Nelson Mandela :**

- Nous avons besoin de volonté politique. Nous devons faire face à l'augmentation de la pauvreté et des inégalités en prenant cinq mesures : (1) Les ODD doivent être considérés comme le cadre politique pour l'avenir, au-delà de 30 ans ; (2) nous devons promouvoir la durabilité par le biais de la budgétisation et de la passation de marchés au niveau national ; (3) nous devons changer les mentalités et investir avant tout dans

- les personnes ; (4) nous devons combler le fossé entre la compréhension et l'application des ODD ; (5) nous devons appliquer les principes de bonne gouvernance ;
- Nous devons joindre le geste à la parole et y mettre la volonté politique et le financement nécessaires ;
  - Regardons où en est le financement à l'heure actuelle ;
  - La volonté politique existe au plus haut niveau, mais elle n'atteint pas les plans nationaux ;
  - Hésitation politique – l'économie politique se met en travers du chemin – nous nous laissons distraire pour fonctionner essentiellement en mode crise, en étant incapable de construire un mécanisme de prise de décision en situation de crise qui soit durable et conforme aux ODD ;
  - Nous devons cesser de considérer les ODD comme un mécanisme de rapport à l'ONU. Nous devons les intégrer à part entière dans nos plans nationaux ;
  - 2030 n'est pas une fin en soi, c'est un objectif, mais nous devons aller plus loin.

### **Amy Pope : Directrice générale de l'OIM ; coordinatrice du réseau des Nations unies sur les migrations**

- Nous devons intégrer l'immigration dans les stratégies nationales, ne pas la considérer comme un problème à résoudre, mais reconnaître les avantages de la mobilité humaine, en créant des opportunités ;
- Si nous arrêtons l'immigration, le développement s'arrêtera ;
- Nous devons cesser de la considérer comme un problème à résoudre ;
- Nous devons la considérer comme un catalyseur du développement et tirer parti des capacités humaines.

### **José Manuel Salazar-Xirinachs – Secrétaire exécutif, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes**

- Le suivi des données est essentiel – les équipes des Nations unies dans les pays, les plateformes régionales, avec le PNUD, doivent s'en charger au niveau national et régional ;
- Financement du développement – nous devons évaluer si le financement atteint les objectifs qu'il est censé atteindre ;
- Les données sont essentielles pour savoir où nous allons.

### **Grand groupe pour l'enfance et la jeunesse**

- Nous vivons une injustice intergénérationnelle et nous demandons que le déficit identifié de 500 milliards de dollars soit comblé et que les gouvernements cessent de financer les guerres et réorientent les financements vers les ODD ;

- Les ressources doivent aller directement aux communautés au niveau local, nous devons investir dans notre planète, impliquer les enfants et les jeunes dans le cadre d'une approche fondée sur les droits, et inclure des indicateurs relatifs à la jeunesse dans les plans et objectifs nationaux ;
- Il est très intéressant et important de comparer les avis nationaux et locaux ;
- La localisation est très importante ;
- Les localisations dans le pays sont essentielles ;
- Il faut être avec les gens, avec la société civile ;
- ODD 16 : paix et justice et 17 : coopération ;
- Les rapports des VNR et VLR (Examens national et local volontaires) devraient être un moyen d'impliquer les citoyens et non de leur faire des rapports ;
- Nous DEVONS nous attacher à ne laisser personne de côté ;
- Nécessité d'inclure le big data dans les ODD pour comprendre et combler les lacunes en matière de données ;
- Nous devons nous pencher sur l'écart entre les hommes et les femmes, investir dans les soins, prendre un engagement fiscal en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes.

### **Événement parallèle SEM : La résilience face à la crise : analyser l'ODD 13 et les pertes et préjudices**

- Nous avons ensuite participé à l'événement parallèle officiel du mécanisme d'engagement des parties prenantes de Sendai sur le thème de la résilience face aux crises : analyse de l'ODD 13 et des pertes et préjudices ;
- Ici, notre Adessou Kossovi, responsable climat de GNDR, a partagé des informations sur le réseau Santiago et a défendu l'appel à l'action de GNDR, en particulier le besoin urgent d'écouter la communauté et d'investir au niveau local ;
- Nous avons également eu la chance d'accueillir Sophie Rigg, membre du Conseil mondial de GNDR, en tant qu'intervenante, qui nous a fait part de son point de vue sur le réseau Santiago ;
- Un intervenant de l'UNDRR et Marcie Roth du grand groupe « Handicap » du SEM ont apporté leur soutien à cette initiative ;
- Citations clés de la session de l'UNDRR : « Nous ne sommes pas en sécurité tant que nous ne sommes pas tous en sécurité » Ismail Zahir, Bureau de New York de l'UNDRR ;
- « Les personnes les plus proches du problème doivent être les plus proches du pouvoir ! » Marcie Roth, représentante des personnes en situation de handicap sein du SEM ;
- « Les communautés locales en première ligne sont les experts », Adessou Kossovi.

Nous avons ensuite rencontré notre représentant membre de GNDR, José Ramón, du Honduras, et avons préparé notre événement parallèle de GNDR de jeudi. Nous avons également discuté de l'opportunité pour José Ramón de faire une intervention de trois minutes au nom de la société civile lors de la séance de haut niveau de demain matin.

**L'après-midi : Séances de haut niveau : ODD 17 et liens avec les autres ODD – partenariats pour les objectifs et déblocage des investissements, puis science et technologie – déclencher la transformation et soutenir les solutions basées sur la science.**

- Dans l'après-midi : Marcos, directeur exécutif de GNDR, a représenté GNDR dans la salle, observant la séance sur la coopération internationale, avec le soutien de Becky depuis le balcon d'observation ;
- La séance s'est concentrée sur le financement du développement et l'importance du rôle des institutions financières internationales telles que les banques multilatérales de développement (BMD) dans la réalisation de progrès transformateurs ;
- Les BMD doivent augmenter leurs prêts pour répondre aux besoins de développement nationaux tout en soutenant les biens publics mondiaux ;
- Les discussions des Nations unies doivent contribuer à combler les déficits de financement existants et à accroître les investissements publics et privés dans la lutte contre les changements climatiques ;
- Marcos a pris contact avec la délégation espagnole pour obtenir de plus amples informations sur la quatrième conférence sur le financement du développement qui se tiendra à Madrid l'année prochaine.